



## **Pour nos retraites : défendons l'emploi et le pouvoir d'achat TOUS EN GREVE LE JEUDI 27 MAI 2010**

La crise grecque et ses possibles suites en Espagne, au Portugal, en Irlande..., les menaces qui pèsent sur un euro voulu fort ont conduit nos gouvernements à élaborer un plan de secours répondant, une nouvelle fois - rappelons nous la crise des sub-primés l'an passé - aux intérêts des banques et des marchés financiers.

Mais rassurer ces marchés financiers, c'est donner des gages aux banques sur le remboursement de la dette financière au détriment de la « dette sociale ». Ainsi, la rigueur qu'on nous promet, sans la nommer, frappera l'ensemble des salariés, actifs et retraités et en priorité, comme à l'habitude, les plus modestes et les fonctionnaires. Les exemples Grec (suppression de deux mois de salaires dans la fonction publique, réforme du droit du travail permettant des licenciements plus aisés, privatisation...) Roumain (25 % de baisse des salaires pour les fonctionnaires, de 15 % des pensions de retraités) ne manqueront pas d'inspirer notre gouvernement.

Déjà, l'annonce du gel des dépenses publiques en France pour les trois ans à venir se traduit par la fin des mesures fiscales et d'allocations (suppression du dernier tiers de l'impôt sur le revenu, primes exceptionnelles...) pour les ménages modestes.

Ce coup de frein à l'investissement social se traduira par toujours plus de suppressions d'emploi dans la fonction publique, une stagnation des salaires, de nouvelles attaques contre notre système de protection sociale et notamment notre système de retraite – report de l'âge légal de départ, allongement de la durée de cotisations, instillation de la capitalisation...-

- **Préserver l'avenir de nos retraites, c'est défendre l'emploi.**

Conséquence de la révision générale des politiques publiques, près de 100 000 emplois depuis 2007 qui ont été détruits dans la fonction publique de l'Etat, dont plus de la moitié pour la seule Education Nationale. Ces suppressions d'emplois génèrent le recours à des contractuels, des vacataires (40 % dans l'enseignement supérieur et la recherche, 50 % à la culture...), elles participent à la remise en cause concrète, rapide, des statuts ainsi que des garanties collectives de tous les personnels.

Cette politique pose sans ambiguïté les questions fondamentales de l'utilité sociale et économique du service public.

- **Préserver l'avenir de nos retraites, c'est revendiquer une hausse du pouvoir d'achat.**

Dans le public comme dans le privé, le choix d'amplifier considérablement la part variable du salaire fait de ce dernier un élément essentiel de pression sur le salarié et accentue la mise en concurrence des salariés au sein des collectifs de travail. Il contribue à la dégradation des relations de travail dans les équipes et dans les établissements, crée des situations de concurrence, individualise une discussion qui doit avant tout être une négociation collective.

Cette politique, renforcée par la situation de crise économique et sociale n'a fait qu'aggraver la perte du pouvoir d'achat de l'ensemble des salariés.

- **Préserver l'avenir de nos retraites, c'est :**

Garantir le droit à la retraite à 60 ans,

Reconnaître la pénibilité par un départ anticipé,

Assurer une pension au moins égale à 75 % du salaire (calculée sur les 6 derniers mois pour les fonctionnaires, les 10 meilleures années pour le privé) et en aucun cas inférieure au Smic pour une carrière complète, stopper l'allongement de la durée de cotisation,

Prendre en compte, dans le calcul de la pension, les périodes d'étude et d'inactivité forcée.

Le financement des régimes et la nécessaire revalorisation des retraites passent par l'élargissement de l'assiette de cotisation à toutes les rémunérations, le développement de l'emploi, une augmentation des salaires et une mise à contribution des revenus financiers des entreprises.

Les grèves et manifestations du 23 mars et du 1<sup>er</sup> mai, la campagne Cgt sur les retraites qui fait que 63 % des français s'opposent à la remise en cause du départ à 60 ans ont conduit Sarkozy à écorner le bouclier fiscal sans pour autant envisager une réforme du financement du système de retraite par la taxation des revenus financiers.

Le 27 mai, il s'agit de faire reculer plus fortement le gouvernement sur son projet de réforme pour préserver notre système de retraite par répartition.

La FERC CGT appelle donc les personnels de tous les secteurs à participer nombreux à **la journée de grève et de manifestations interprofessionnelles le jeudi 27 mai.**

La FERC-CGT appelle à construire dans tous ses secteurs des rassemblements syndicaux les plus larges possibles afin d'assurer une mobilisation exceptionnelle des salariés et retraités.

### Bulletin de syndicalisation ou de contact



NOM.....Prénom.....

Adresse personnelle .....

Commune.....Code postal .....

e-mail .....Tél .....

Etablissement .....

Commune..... Code postal.....

A retourner à Ferc-Cgt, case 544, 93515 Montreuil cedex Tel : 01 48 18 82 44  
Fax :01 4988 07 43 - e-mail : [ferc@cgt.fr](mailto:ferc@cgt.fr) - internet : [www.ferc.cgt.fr](http://www.ferc.cgt.fr)

Montreuil, le 12 mai 2010